

Nouvelle étude de l'Institut du Québec

LA MÉTALLURGIE EN MUTATION FACE AUX TARIFS AMÉRICAINS

Montréal, le 4 juin 2026 – L'industrie de la métallurgie québécoise, qui se retrouve aujourd'hui dans la ligne de mire de la guerre commerciale avec les États-Unis, doit impérativement se transformer pour consolider sa place stratégique dans les chaînes industrielles nord-américaines et l'économie des métaux critiques. C'est ce que révèle un nouveau rapport de l'Institut du Québec (IDQ) et du Comité sectoriel de main-d'œuvre de la métallurgie du Québec (CSMO-M), [*La métallurgie en mutation*](#), réalisé avec la participation financière du gouvernement du Québec.

Le choc des tarifs américains

L'imposition de tarifs de 50 % sur l'aluminium, le cuivre et l'acier a fait chuter le **volume des exportations métallurgiques québécoises de 36 %** en 2025. Avant la guerre commerciale, pas moins de 90 % des métaux produits ici étaient destinés au marché américain. Conséquence : le nombre d'emplois dans ce secteur a reculé de 3,6 %, après plusieurs années de forte progression.

La filière de l'acier et des fonderies est la plus durement touchée, en raison d'une forte capacité de production locale aux États-Unis. Les exportations de produits semi-ouvrés de fer et d'acier tel que les barres, plaques et tôles ont chuté de 51% l'an dernier.

Pendant ce temps, dans les filières de l'aluminium et du cuivre, des baisses importantes du volume d'exportations ont été partiellement compensées par une hausse des prix mondiaux, qui ont intégré les tarifs.

Une nouvelle méthode de calcul des tarifs entrée en vigueur en avril 2026 pourrait encore assombrir le tableau.

L'importance cruciale des exportations

L'accès à des marchés d'exportation est vital pour le secteur manufacturier québécois : le Québec produit environ **1,5 fois plus de produits métallurgiques qu'il n'en consomme**.

Et les États-Unis restent de loin le plus grand marché. En 2025, les exportations métallurgiques québécoises se sont diversifiées par nécessité : malgré une hausse de 1,1 G\$ des exportations vers d'autres marchés, en Europe et en Asie notamment, celle-ci n'a pas suffi à compenser la **chute de 2 G\$ des exportations vers les États-Unis**.

Les investissements publics prévus au Canada, comme ceux en défense, pourraient stimuler la demande locale pour certains produits métallurgiques. « Mais les retombées réelles dépendront de deux facteurs : la part des investissements qui ira aux entreprises d'ici, et si ces entreprises s'approvisionnent principalement en métaux québécois ou non, explique Emna Braham, présidente-directrice générale de l'IDQ. Et là encore, cela dépendra de la taille des contrats et de

la capacité des fournisseurs locaux à répondre aux exigences techniques pour ces grands contrats publics. »

L'impératif d'innover

Les bouleversements que subit le secteur métallurgique imposent une transformation profonde de ces entreprises, qui doivent à la fois diversifier leurs produits et leurs marchés, tout en faisant face à une concurrence accrue de nouveaux joueurs internationaux.

L'aluminium québécois, déjà leader mondial, doit continuer de consolider son leadership grâce à la décarbonation et à l'innovation. Il est essentiel de miser sur la recherche et le développement de nouveaux alliages et produits spécialisés ainsi que par la transformation et la fabrication de ces produits, notamment pour capter une plus grande partie de la valeur ajoutée.

Pour l'acier et les fonderies, la réalité est tout autre : dans un marché mondial fragmenté et en surcapacité, le Québec demeure un joueur de taille modeste. Cette filière, particulièrement vulnérable aux tensions commerciales, doit se repositionner dans un marché plus concurrentiel et plus restreint. Cela exige des investissements en modernisation et en spécialisation, un défi de taille pour des PME disposant de moyens beaucoup plus limités que les grandes multinationales pour absorber les chocs et diversifier leurs marchés.

La main-d'œuvre au cœur de la transition

Cette nouvelle étude souligne l'importance stratégique de préserver et renforcer la métallurgie québécoise, une industrie qui emploie aujourd'hui 17 262 personnes au Québec. Cela passe d'abord par des efforts continus pour la sécurisation des marchés aux États-Unis et ailleurs, ensuite par un soutien ciblé aux entreprises touchées par les chocs tarifaires et, enfin, par des gains durables de productivité et d'innovation.

Or, moderniser les procédés, adopter de nouvelles technologies et développer de nouveaux marchés exigent une main-d'œuvre qualifiée et des gestionnaires capables de piloter le changement. « Le développement des compétences devient un levier central de compétitivité et de résilience pour la métallurgie, explique Marie-France Charbonneau, directrice générale du CSMO-M. Et cela relève l'importance d'un dialogue social permettant d'anticiper les besoins de formation, d'accompagner les travailleurs dans l'évolution des métiers et de soutenir leur adaptation aux transformations du secteur. »

-30-

Pour en savoir plus

Téléchargez le rapport [La métallurgie en mutation. Diagnostic sectoriel de la main-d'œuvre dans l'industrie de la métallurgie](#)

Ce projet a été financé dans le cadre du [volet « Projets spécifiques » du programme Intervention-Compétences](#) établi sous les orientations de la Commission des partenaires du marché du travail et administré par le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale.

À propos de l'Institut du Québec

L'Institut du Québec est un organisme à but non lucratif qui axe ses recherches et ses études sur les enjeux socioéconomiques auxquels le Québec fait face. Il vise à fournir aux autorités publiques et au secteur privé les outils nécessaires pour prendre des décisions éclairées, et ainsi contribuer à bâtir une société plus dynamique, compétitive et prospère.
www.institutduquebec.ca | [@InstitutduQC](https://twitter.com/InstitutduQC)

À propos du Comité sectoriel de main-d'œuvre de la métallurgie du Québec

Le CSMO-M est un organisme de concertation paritaire et de représentation à but non lucratif qui œuvre principalement à arrimer les offres de formation de la main-d'œuvre aux besoins concrets de l'industrie par la recherche et le développement d'outils visant la formation, l'adaptation, l'attraction et la rétention de la main-d'œuvre du secteur métallurgique. Son action est encadrée par la Politique d'intervention sectorielle élaborée par la Commission des partenaires du marché du travail en collaboration avec le ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale.

Source

Etienne Collins
Directeur, Relations publiques
ecollins@aucoinstrategie.com
(514) 927-3057